

Le Monde

VENDREDI 31 DÉCEMBRE 2010

Conflit au Proche-Orient : surtout ne faites rien !

La logique des extrémistes doit-elle prévaloir ?

Depuis que l'administration américaine a reconnu son échec dans sa volonté de convaincre le gouvernement israélien de geler la colonisation dans les territoires disputés, tout le monde s'accorde à dire que le processus de paix au Proche-Orient est à nouveau dans l'impasse. Cet « à nouveau » prête néanmoins à confusion, et il serait plus vrai de dire que pas une seule fois depuis la fin de la guerre froide le processus de paix au Proche-Orient ne sera sorti de l'impasse.

Contrairement à la péninsule Arabique qui le borde au sud et à l'ensemble irako-iranien qui le prolonge à l'est, le Proche-Orient est en effet relativement pauvre en ressources naturelles, peu de flux énergétiques ou migratoires y transitent et, si l'on excepte le canal de Suez, dont l'importance pour le commerce international ne cesse de décroître, aucune artère vitale ne le traverse.

Cette région, qui fut jadis l'objet de toutes les convoitises, est aujourd'hui un grenier à blé vide, un

Percy Kemp

Ecrivain, consultant pour une société spécialisée dans le renseignement stratégique, Middle East Tactical Studies

sous-sol plus archéologique que minéralogique et, depuis l'implosion de l'Union soviétique, un vrai trou perdu géostratégique. La Méditerranée orientale ne présente plus aucun intérêt aux yeux des grandes puissances, et sa marginalisation sur l'échiquier mondial devrait se poursuivre au fur et à mesure que le poids

de la planète se déplacera vers l'est du continent asiatique.

C'est sans doute pourquoi nos gouvernants font preuve d'un tel manque d'imagination, comme de détermination, dès qu'il s'agit pour eux de trouver puis d'imposer une solution au conflit. Leur quête d'une paix au Proche-Orient s'apparente en réalité plus au luxe qu'à la nécessité. Velléitaire, elle entraîne les improvisations, les tergiversations, les attermolements et, plus généralement, l'amateurisme diplomatique que l'on sait.

Au vu de quoi et en l'absence d'enjeux et d'objectifs stratégiques évidents, il serait bon qu'ils s'abstiennent de prendre quelque initiative que ce soit au

Proche-Orient : qu'ils cessent de supplier, de promettre, de menacer, de sanctionner, de tracer des « feuilles de route » au crayon mine et de tirer des plans sur la comète, et qu'ils érigent plutôt le *farniente* (le « faire rien ») en véritable politique, permettant ainsi aux belligérants de donner libre cours à leur démesure. Car, comme le disait jadis Areus, le très sagace roi de Sparte, la tyrannie, il ne faut surtout pas chercher à l'éteindre : bien au contraire, il faut la laisser brûler tout entière.

Ainsi désentravés, les belligérants proche-orientaux pourront vivre pleinement leurs idées fixes et leurs obsessions et aller jusqu'au bout de leurs logiques respectives. Le Hamas s'arc-boutant sur Gaza et accentuant sa pression sur une Autorité palestinienne prise entre l'enclume et le marteau, les colonies israéliennes de peuplement continueraient, de leur côté, d'essaimer dans les territoires disputés, lesquels deviendraient ethniquement et religieusement mélangés. Comme la frontière entre ces territoires-là et l'Etat d'Israël demeurera, de par le souhait des dirigeants israéliens actuels, diffuse, pour ne pas dire inexistante, à terme, toute la région qui s'étend entre la Méditerranée et la vallée du Jourdain prendra l'aspect d'un patchwork communautaire.

Après quoi, les courbes démographiques étant, depuis l'assèchement du vivier juif de Russie, nettement favorables aux musulmans, combien de temps faudra-t-il avant que les juifs ne cessent d'être majoritaires dans cette région, qu'ils continueraient néanmoins de dominer militairement ? Trente ? Cinquante ? Cent ans ? Cent ans, c'est certes trop dans la vie d'un politicien israélien. Mais c'est trop peu dans la vie d'un peuple.

Tandis que la natalité et le temps feraient lentement mais sûrement leur œuvre, un dirigeant palestinien avisé aura peut-être eu l'excellente idée de re-

connaître officiellement Israël comme Etat juif. Mais, en même temps, il annoncera aussi la naissance, en Cisjordanie, d'un Etat pluricommunautaire, musulman, juif et chrétien, dans lequel tous ceux qui, dans cette région, ne se reconnaîtraient ni dans le projet sectaire du Hamas ni dans la politique expansionniste des dirigeants israéliens, finiront par se reconnaître, entraînant, à terme, un vaste mouvement de désaffection et de désobéissance civile en Israël même.

A moins qu'une telle initiative novatrice n'émane de la dynastie hachémite qui règne sur la Transjordanie. Auquel cas ce royaume arabe, qui doit son nom au Jourdain, se verrait promu au rang d'un Etat pluricommunautaire, comme le furent, avant lui, les royaumes arabes de Grenade, de Cordoue ou de Séville.

En poursuivant une politique de colonisation à outrance qui ne fait que repousser indéfiniment les frontières de leur Etat idéal tout en le vidant, faute de moyens humains, de sa substance démographique, les ultras israéliens contribuent à l'avènement d'un tel scénario, néo-andalou.

Avant de persister dans cette voie, ils seraient bien inspirés de se pencher sur le sort qui aura finalement échu aux chrétiens libanais. En 1920, alors qu'ils étaient dominants, ces derniers avaient eu le choix entre un Petit Liban où ils seraient majoritaires, et un Grand Liban où ils le seraient à peine.

A l'époque, leur démesure les avait poussés à choisir le Grand Liban, avec pour résultat qu'aujourd'hui, moins d'un siècle après, ils ne sont plus qu'une minorité au Liban et ont d'ores et déjà perdu toute prépondérance dans le pays. A croire qu'Eschyle avait eu raison de dire que, lorsqu'un mortel s'emploie à sa propre perte, les dieux se font un plaisir de lui donner un coup de main.

« Cette région, qui fut jadis l'objet de toutes les convoitises, est aujourd'hui un vrai trou perdu géostratégique »